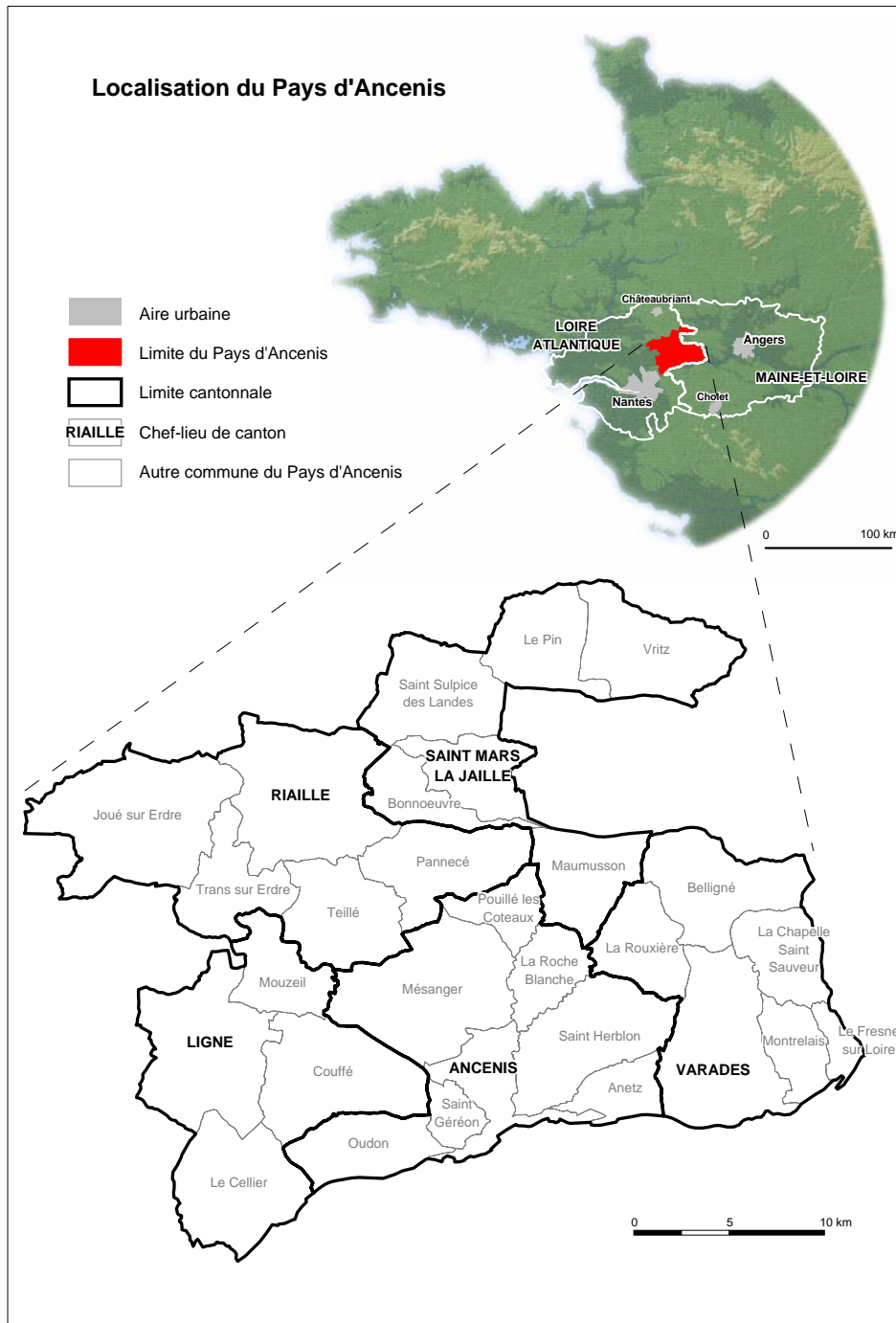


# DIAGNOSTIC TERRITORIAL POUR L'EMPLOI ET LA FORMATION

## ZONE D'EMPLOI DU PAYS D'ANCIENS



Rédaction : Comité de Bassin d'Emploi du Pays d'Ancenis, DDTEFP.

Avec la participation de l'AFPA – ANPE – ASSEDIC – Chambres Consulaires - Conseil Général de Loire-Atlantique - Conseil Régional des Pays de la Loire – COMPA – CRES – DDASS – PAIO - Sous-Préfecture d'Ancenis



◆ la population active

Plus de 45% de la population est active soit environ 25 000 personnes (source COMPA – 2005). Elle augmente beaucoup plus rapidement que la population totale entre 1990 et 1999. Cette augmentation s'est accélérée depuis 1999, puisque sur les données de l'emploi salarié secteur marchand, on constate une augmentation de 27,7% entre 1998 et 2004.

Les taux d'activité par âge sont toujours supérieurs à la région (de 2 points pour l'ensemble de la population active jusqu'à 5 points pour les jeunes).

Le différentiel de taux d'activité entre les hommes et les femmes reste assez important même s'il a tendance à diminuer : il était de 22 points en 1990 (17 en Région), 15 points en 1999 (13 en Région).

◆ quelques éléments du contexte territorial

□ **le logement**

La part de logements vacants est légèrement plus faible à Ancenis qu'en Région, et la part de logement social, nettement plus faible (8 % contre 14 %).

Le logement social est surtout concentré sur le canton d'Ancenis.

Cette absence relative de logement sur le bassin pourrait avoir des conséquences pour le recrutement de main d'œuvre, notamment dans le secteur industriel.

□ **garde d'enfants**

(source DGAS Ancenis et COMPA)

Depuis 2000, le territoire d'Ancenis a vu le nombre de naissances augmenter régulièrement (749 en 2000 à 804 en 2005) alors qu'au niveau départemental, une baisse au niveau démographique est constatée.

Actuellement le Pays d'Ancenis offre peu de diversité de modes de garde (les seules assistantes maternelles proposent un accueil régulier des enfants à leur domicile : 2 588 places d'accueil pour 918 assistantes maternelles).

Ce mode de garde quasi exclusif du territoire peut poser des problèmes pour les ménages dont les membres ont des horaires de travail atypiques ou à large plage horaire.

En ce qui concerne l'accueil occasionnel, il existe 800 places en accueil périscolaire et 121 places en haltes-garderies et multi-accueil.

On constate un investissement important des SIVOM et communes sur cette thématique même si l'on observe un clivage quant aux solutions apportées aux ménages entre le nord-est et le reste du territoire.

□ **mobilité**

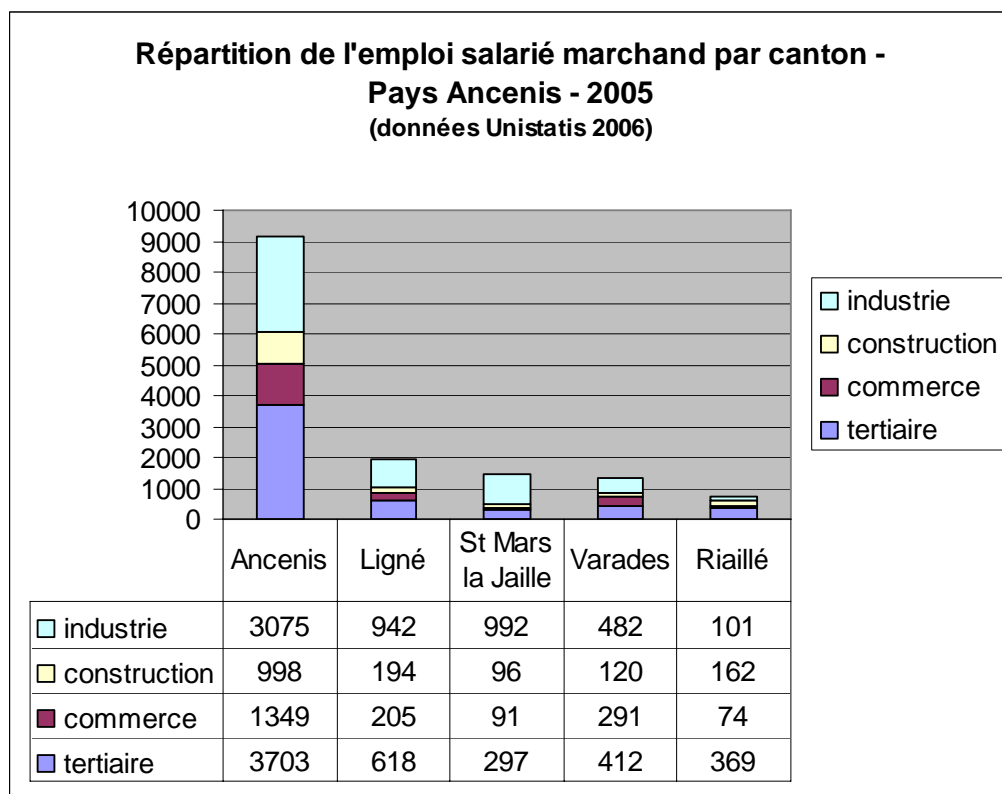
(source INSEE 1999)

Deux cantons ont plus d'entrants que de sortants : Ancenis et dans une moindre mesure St Mars la Jaille.

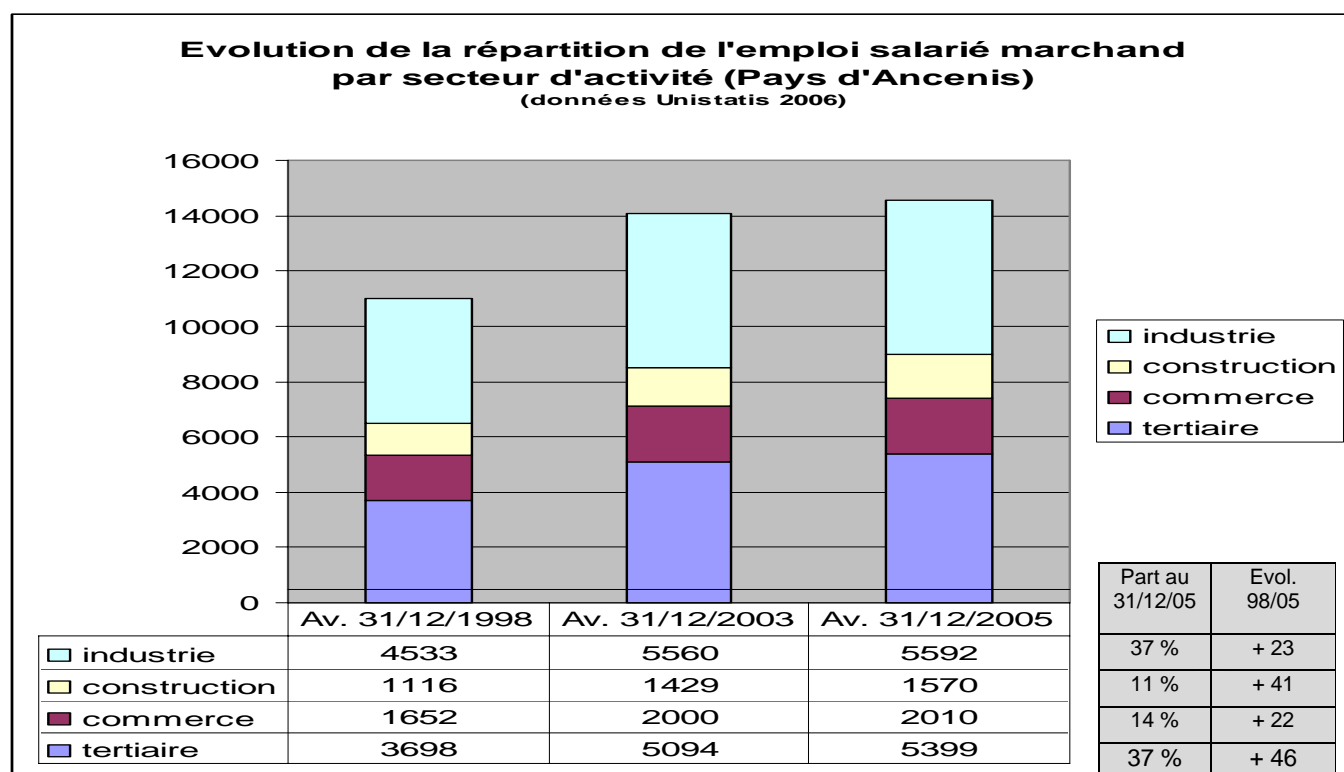
Entre 26 % (Riaillé) et 48 % (St-Mars la Jaille) des personnes qui travaillent dans un canton habitent dans un autre.

## B – Situation socioéconomique par grands secteurs

- Répartition de l'emploi salarié marchand

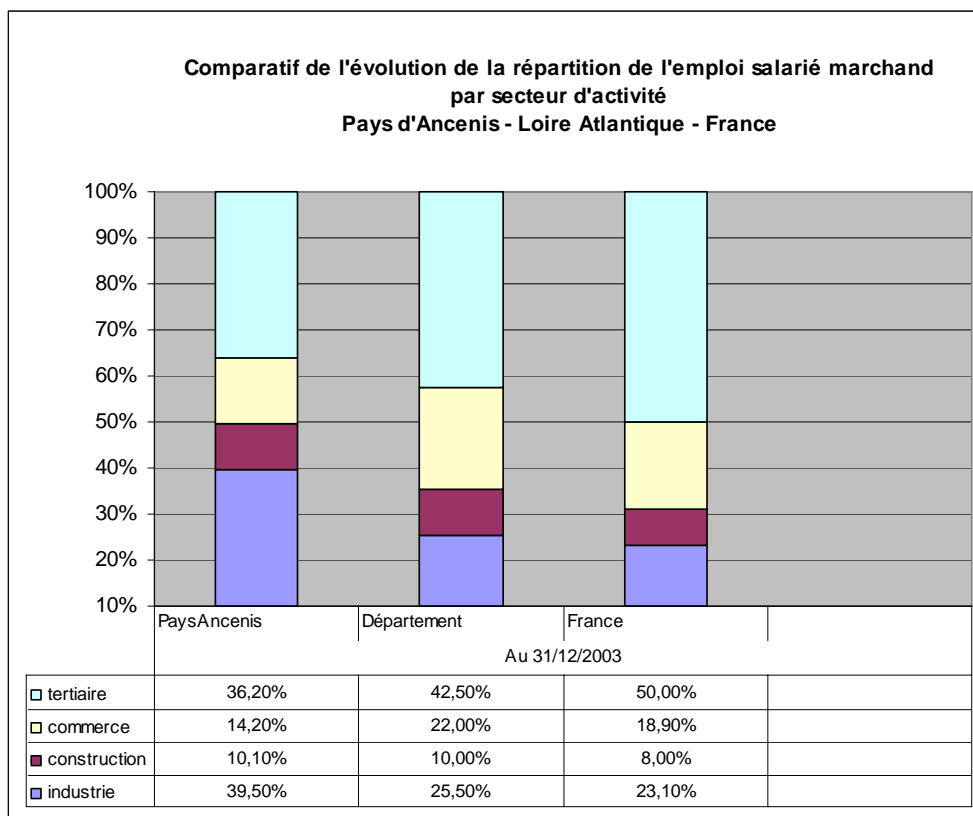


L'axe ligérien représente environ 80 % des emplois du bassin.



On observe une augmentation constante de l'emploi salarié marchand quels que soient les secteurs d'activité. Cette augmentation est particulièrement remarquable dans la construction le tertiaire.

Total emploi Pays Ancenis (données INSEE 1999) : 16 850



*Le poids de l'industrie est nettement plus important sur le bassin que sur le département ou au niveau national.*

*A contrario le commerce et le tertiaire y sont moins représentés.*

## C – Situation socioéconomique par métiers et secteurs d'activités détaillés

### a) Classement par secteur

Les 6 secteurs les plus représentés (plus de 1 200 salariés) sont dans l'ordre d'importance :

- Santé et action sociale
- Industries des équipements mécaniques
- Industries agricoles et alimentaires
- Agriculture
- Construction
- Commerce de gros

*Ces 6 secteurs représentent 59 % de l'ensemble des actifs en emploi du bassin.*

### b) Classement par métier

Huit groupes de métiers font plus de 1 000 actifs en emploi :

- Tertiaire de bureau
- Transports-logistique
- Agriculture
- Paramédical-social
- Mécanique
- Commerce – Distribution
- Production alimentaire
- Entretien – Nettoyage

*Ces 8 groupes de métiers représentent 75 % de l'ensemble des actifs en emploi du bassin.*

c) Spécificité par rapport à la région

La zone d'Ancenis est d'abord une zone d'industrie : les secteurs de Production alimentaire, Industrie de process, Travail des métaux et Mécanique représentent 24 % de l'ensemble des actifs contre 16 % en Région, soit presque 4 000 emplois et 1 200 emplois de plus par rapport à la moyenne régionale.

Sur les métiers du bâtiment, la zone est légèrement au dessus de la moyenne régionale.

Sur les métiers du Paramédical – Social, Commerce – Distribution, Entretien – Nettoyage, Hôtellerie – Tourisme et Tertiaire de bureau, la zone est en dessous, voire très en dessous de la moyenne régionale.

d) Evolutions par secteur d'activité détaillé

*Secteurs en émergence*

- ◆ Le secteur santé / action sociale connaît un fort développement de l'emploi salarié (+ 11 %).
- ◆ A un niveau moindre (à relativiser par rapport au faible nombre de salariés dans ces secteurs sur le territoire)
  - ⇒ Métallurgie et transformation des métaux
  - ⇒ Hôtellerie / restauration
  - ⇒ Chimie / caoutchouc / plastiques

*Les secteurs semblant en difficulté*

- ◆ Commerces de gros
- ◆ Commerces et réparations automobiles
- ◆ Industries des équipements du foyer .

e) Les établissements par taille et par secteur d'activité

- ◆ Les secteurs avec le nombre d'établissements le plus important :

Le nombre total d'établissements est 1128, dont les plus importants sont :

- Construction : 209
- Commerces de détail et réparations 121
- Santé et action sociale : 92

*Remarque : la grande majorité (80 %) de ces établissements ont moins de 10 salariés (897).*

- ◆ Les fleurons (avec des établissements de + de 50 salariés)
  - Industrie des équipements mécaniques : 5 (dont MANITOU, TOYOTA, SAH LEDUC)
  - IAA : 3 (AUBRET, GASTRONOME, LVA)
  - Commerce de gros : 4 (dont TERRENA)
  - Transport : 5 (dont LEFORT, RABOUIN)
  - Construction : 3 (dont CMF)
  - Services opérationnels : 8 (dont EGETRA TP)

## II. LE MARCHÉ DU TRAVAIL

### a) Le chômage par métier et par Famille Professionnelle (Données ANPE 2005)

Des métiers ont un indicateur de chômage très en dessus de la moyenne : Hôtellerie – Tourisme et Commerce – Distribution, d'autres restent aussi assez difficiles : Transport - Logistique et Tertiaire de bureau.

Le bâtiment gros œuvre, la production alimentaire et l'industrie ont des indicateurs de chômage très faibles ou faibles.

### b) Les besoins de recrutement (source ASSEDIC - besoins de main d'œuvre 2006)

Un établissement sur quatre envisage de recruter en 2006. Les difficultés associées à ces intentions d'embauches (45,3 %) sont plus marquées qu'au niveau départemental, mais elles sont similaires au niveau régional.

Ces difficultés sont plus souvent déclarées sur les métiers du bâtiment et de l'hôtellerie.

Etonnement, les employeurs de l'industrie ne déclarent pas de grosses difficultés de recrutement. Pourtant les données ci-après sur les taux de tension pourraient nuancer ce constat.

### c) Les tensions du marché du travail

Les métiers qui cumulent un taux de tension élevé, un taux de satisfaction de l'offre faible et une part du dépôt d'offre > 1 mois fort, sont sans surprise les métiers du bâtiment et de l'industrie des équipements mécaniques.

A l'inverse les métiers avec un marché du travail très fluide sont aussi connus : métiers faiblement qualifiés ou à forte dominante féminine.

*Nota : le métier d'aide-soignant est assez particulier : le taux de tension est faible, le taux de satisfaction de l'offre est élevé, mais la part de dépôt d'offre > 1 mois est assez élevée.*

Les spécificités par rapport à la région sont nombreuses :

- Le marché du travail est moins fluide à Ancenis que dans le reste de la Région. Sur certains métiers, la différence semble même considérable : ouvrier de la maçonnerie.
- Par contre, l'ordre des tensions par métier est le même à Ancenis qu'en Région sauf Nettoyeur de locaux et de surfaces (plus de tension à Ancenis – peut-être lié à l'implantation d'une grosse entreprise) et Aide agricole saisonnier (moins de tension à Ancenis – peut être lié aux difficultés d'insertion professionnelles des femmes).

### d) Offres d'emploi ANPE, types d'emplois et salaires (source ANPE-DRTEFP 2005)

#### ◆ **Secteurs pourvoyeurs d'offres d'emploi et types d'emploi**

Le premier secteur pourvoyeur d'emploi est "services opérationnels" (pour 80% de l'intérim). Il répond aux besoins de main d'œuvre du secteur industriel (et à un niveau moindre au secteur construction).

Les trois secteurs qui ont le plus recours à l'intérim en département 44 et au niveau régional (la construction, l'industrie des équipements mécaniques et l'IAA) sont aussi parmi les secteurs d'activités représentant le plus d'emplois salariés sur le territoire.

Pour autant, le secteur tertiaire représente un nombre non négligeable d'offres d'emploi sur le territoire notamment dans les filières santé / action sociale, conseil et assistance et hôtels / restaurants). Les filières représentées ont massivement recours à des contrats courte durée.

65 % des offres d'emploi déposées à l'ANPE en 2005 sont d'une durée inférieure à 6 mois (ce qui est compatible au niveau régional). L'offre d'emploi à durée indéterminée représente moins d'un quart des recrutements en 2005 (sur le bassin comme au niveau régional).

32 % des offres d'emploi ANPE proposées sur le Pays d'Ancenis sont des offres intérim (contre 17 % au niveau régional). 80 % sont des offres intérim d'une durée inférieure à 6 mois contre 60 % au niveau régional (rappel : travail en intérim : + 68 % en 2003 - + 40 % en 2004).

L'ensemble de ces données démontre une précarité importante des emplois sur le territoire.

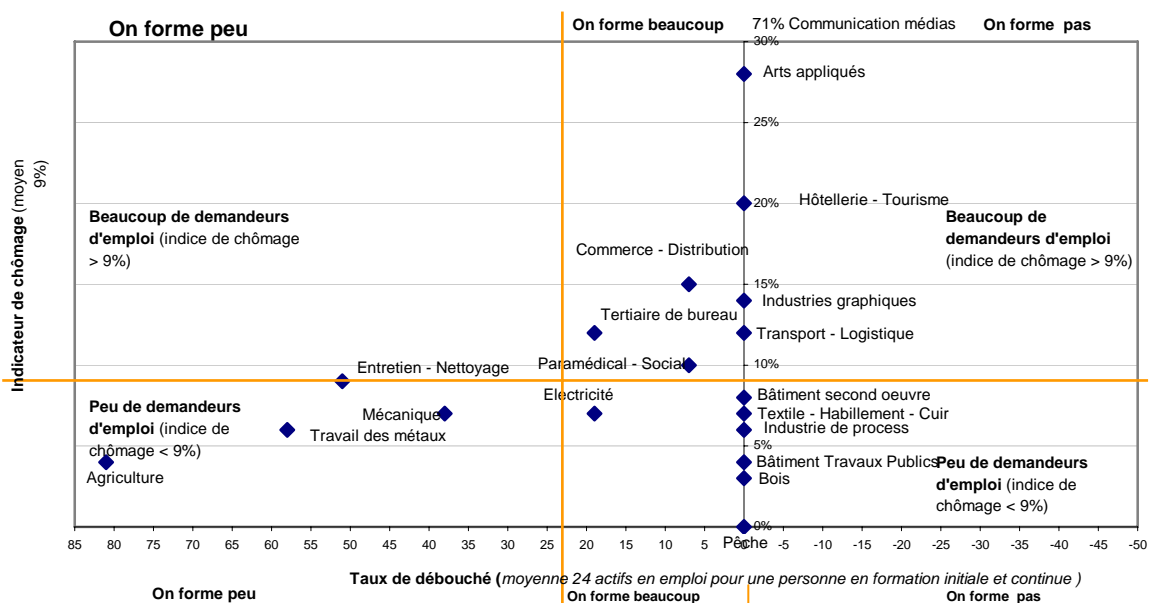
◆ **Salaires et revenus** (Source DGI 2004)

Le Pays d'Ancenis connaît une part de foyers non imposables supérieure de 4 points par rapport au niveau régional (54 % contre 50 %).

On constate par ailleurs de fortes disparités entre les cantons du Pays d'Ancenis : les cantons de Riaillé (avec 65 %) et St Mars la Jaille (62 %) ont une part de foyers non imposables très important.

Cette différence de revenu peut être un obstacle dans la concurrence entre les territoires, en particulier pour les emplois du secteur industriel.

**III. LA FORMATION (données formation 2005)**



Trois Groupe de métiers (GFE) comptent 496 sortants de formation initiale en 2005 sur un total de 598 (83 %). Il s'agit de paramédical-social, commerce-distribution et tertiaire de bureau. Mis à part le tertiaire de bureau, leur taux de débouché<sup>1</sup> est faible (seulement 7 actifs pour 1 sortant de formation sur les GFE de Commerce – Distribution et Paramédical – Social).

Par contre le BTP et le transport n'ont aucune formation et l'Industrie en a peu (seulement 58 actifs pour un sortant de formation en travail des métaux), ceci malgré leur très forte représentation sur le territoire.

<sup>1</sup> Taux de débouché = nombre de sortants de formation/nombre d'actif en emploi. Il constitue un indicateur de la capacité du système de formation à renouveler la population active. Pour interpréter ce taux, il faut aussi tenir compte du turn-over de la population active en emploi et de l'augmentation ou diminution totale de cette population active.  
Diagnostic territorial 2006-2007 - Zone d'emploi d'Ancenis

## IV. ANALYSE DES PUBLICS

### a) Parmi les demandeurs d'emploi

#### ➤ Profil des demandeurs d'emploi et régime d'indemnisation

Sur les 1 240 demandeurs d'emploi de catégorie au 31 décembre 2005	
56 % sont des femmes (51 % en Région)	7 % sont handicapés (idem en Région)
25 % ont moins de 25 ans (23 % en Région)	9 % ont plus de 50 ans (12 % en Région)
67 % sont indemnisés (dont 94 % par le régime d'assurance chômage), (61 % en Région dont 90 % indemnisés).	7 % sont bénéficiaires du RMI (11 % en Région)

Les 10 métiers les plus demandés par les demandeurs d'emploi sont très sexués :

- ◆ 2 sont principalement demandés par les hommes (agent de manipulation et de déplacement des charges et agent de stockage et de la répartition des marchandises),
- ◆ tous les autres sont principalement ou entièrement demandés par les femmes. Il s'agit des métiers d'intervenant auprès d'enfants, du secrétariat, de la vente en équipement de la personne, d'agent de service de collectivité ou d'intervenant à domicile.

*Ainsi, si ces 10 métiers représentent 14 % de l'ensemble des DE hommes, ils concentrent 43 % des DE femmes.*

Contrairement à ce qu'on pouvait supposer, on constate aussi que les publics en difficulté d'insertion ne sont pas sur-représentés sur ces 10 métiers.

#### ➤ Demande d'emploi selon le motif d'inscription

4 127 DE enregistrés de catégorie 1, 2, 3 au cours de l'année 2005

Les 5 FAP qui totalisent le plus de demandeurs d'emploi (54 % des DEE) sont :

	FAP 22	TOTAL DEE
T	Services aux particuliers (emplois familiaux, sécurité,...)	632
R	Commerce	521
J	Tourisme et transports	394
L	Gestion, administration	394
B	Bâtiment, travaux publics	291
	<b>TOTAL DES 22 FAP</b>	<b>4 127</b>

Les motifs d'inscription se répartissent de la façon suivante :

- Précarité (fin de CDD + fin d'intérim) = 45 %
- Reprise d'activité + recherche 1er emploi = 10 %
- Démission = 6 %
- Licenciement économique = 2 %
- Autres licenciements = 12 %
- Autre cas = 25 %

*C'est donc la précarité des contrats qui caractérise le mieux les flux d'inscription à l'ANPE.*

Les 1<sup>er</sup> emplois ou reprises d'emploi sont en majorité sur les **FAP Santé, action sociale, culturelle et sportive**<sup>2</sup> et communication, information, spectacles.

La précarité est surtout présente sur les **FAP Mécanique - travail des métaux, Maintenance, et Industries de process** (la FAP Agriculture – marine – pêche est aussi très précaire, cela est dû aux emplois saisonniers).

Les démissions se retrouvent plutôt sur les FAP Communication – information –spectacles, enseignement - formation et **commerce**.

Les licenciements économiques sont plutôt sur les FAP Gestion, administration et Hôtellerie, restauration, alimentation.

b) Parmi les jeunes

➤ **Profil des jeunes (moins de 26 ans)**

On compte :

- ◆ 300 jeunes actifs sans diplôme au lieu d'habitation (recensement 1999),
- ◆ 10 sortis de formation initiale sans qualification en 2005,
- ◆ 430 Demandeurs d'emploi au 31/12/2005 (dont 7 % de niveau 6 et 5 bis), 458 DEFM 1 et 6 moyenne annuelle source ANPE/ DRTEFP,
- ◆ 936 jeunes en contact avec la PAIO sur l'année 2005 dont 350 reçus en 1<sup>er</sup> accueil .

<b>Caractéristique du public</b>
<ul style="list-style-type: none"><li>◆ 12 % de jeunes sans qualification de moins de 18 ans plus vulnérables, en difficulté d'insertion tant sociale que professionnelle.</li><li>◆ 38 % de garçons de niveau V qui ont plus de chance d'accéder à l'offre d'emploi masculine du local s'ils sont diplômés.</li><li>◆ 42% de niveau IV dont 60% de jeunes filles avec le souhait de changer d'orientation avec peu de perspective d'insertion sur notre territoire.</li><li>◆ Une diminution de la demande de formation qualifiante au détriment d'une offre d'emploi précaire (temps partiel, intérim de courte durée...).</li></ul>

Pour les jeunes sortants de l'école, le recours au service PAIO se fait majoritairement dans un délai de moins de 12 mois de la sortie de scolarité et les jeunes accueillis en 1<sup>er</sup> accueil sont orientés à 36 % par ANPE/ASSEDIC.

Les hommes sont plus nombreux chez les actifs et beaucoup moins nombreux à l'ANPE ou à la PAIO. Ce sont bien les jeunes femmes qui rencontrent le plus de problèmes d'insertion professionnelle.

➤ **Jeunes en difficulté de lecture (données départementales)**

7 à 12 % des jeunes sont en difficulté de lecture selon les départements des Pays de la Loire (moyenne = 8,8 %).

Quels que soient les départements, les jeunes hommes sont deux fois nombreux que les jeunes femmes (11,7 % des hommes contre 5,7 % des femmes).

*Nous ne pouvons préciser les données pour les jeunes du pays d'Ancenis , qui doivent se situer dans la fourchette départementale.*

<sup>2</sup> En gras, les secteurs importants sur le bassin

c) Parmi les salariés (source zone de Nantes)

Parmi les secteurs les plus présents à Ancenis, les secteurs des services personnels, des hôtels-restaurants, commerce de détail-réparation, et des services opérationnels ont les salaires les plus bas. Ce sont plutôt des secteurs à dominante féminine.

Les secteurs des industries des composants électriques et électroniques, administration publique, industrie des équipements mécaniques, conseils, assistance et transports ont les salaires les plus élevés. Ce sont plutôt des secteurs à dominante masculine.

*Nota : sur Ancenis, les salaires semblent pourtant plus faibles. N'y a-t-il pas un risque de fuite des salariés vers les territoires voisins ? Une analyse des bilans sociaux DADS devrait nous permettre de préciser ce point.*

d) Parmi les adultes en difficulté (données au 31/07/06)

**RMI**

470 allocataires pour 373 au 31/07/2004 (+ 26% en 2 ans). Cette augmentation est à peu près équivalente suivant les cantons.

La forte majorité des allocataires sont des personnes seules sans enfant (52 %), ou seules avec enfants (29 %).

Le niveau d'étude apparaît moins élevé que la moyenne : environ 50 % ont un niveau 5 et infra et 16% ont un niveau bac et plus (à relativiser au vu de dossiers non renseignés).

*Remarque : si la très grande majorité des communes ont signé un protocole sur trois missions possibles (information, instruction, accompagnement), seulement deux communes se sont engagées jusqu'à l'accompagnement.*

**AAH** (données 2004)

650 bénéficiaires de l'AAH (+ 4 % / 2003)

**PRIME A L'EMPLOI** (Source DGI 2004)

10 552 bénéficiaires : ainsi, 38% des foyers fiscaux sur la zone d'emploi d'Ancenis perçoivent la prime pour l'emploi.<sup>3</sup>

L'augmentation de 2003 à 2004 du nombre de bénéficiaires est de 6 % et surtout de 24 % pour les jeunes. (pour respectivement + 5 % et + 22 % en Région).

e) L'insertion professionnelle des femmes

Le bassin d'emploi du Pays d'Ancenis est traditionnellement masculin (industrie mécanique – métallurgie ...) et le secteur tertiaire y est peu développé (secteur où l'emploi est traditionnellement féminin).

Le taux de chômage féminin est supérieur à la moyenne régionale (57,3% des DE Cat. 1 sont des femmes au 31 décembre 2005). Cette situation perdure depuis de nombreuses années.

Le taux d'activité féminin est relativement faible sur le territoire avec un fort différentiel entre hommes et femmes (la raison principale communément admise est que le comportement d'activité des femmes dépend encore de la présence, du nombre et de l'âge des enfants).

Les femmes sont fortement concernées par le temps partiel et même s'il est en partie choisi, ce choix peut s'expliquer par l'insuffisance de modes d'accueil des enfants, par l'inadaptation des horaires de travail au rythme d'accueil et de l'école (ex : le travail en 2 ou 3X8) ou encore par la charge de travail pesant sur elles dans l'organisation familiale.

Les femmes sont plus nombreuses que les hommes à occuper des emplois précaires.

57% des personnes seules allocataires du RMI sont des femmes, dont 25% ont un enfant à charge. Il existe un déficit de moyens qui freine l'insertion professionnelle (accueil des enfants, mobilité, type d'emploi, formation ...).

<sup>3</sup> Commentaires Ministère des Finances : Agrégés par région, les résultats placent en tête les Pays-de-la-Loire (31,8 %), la Basse-Normandie (30,9 %), le Nord - Pas-de-Calais (30,3 %) et le Poitou-Charentes (30,2 %), tandis que la région Île-de-France a le taux le plus faible (19,3 %), avant les Dom (22,8 %). Sur 80 départements de province, la concordance apparaît relativement forte entre le taux de bénéficiaires et le pourcentage de non-imposés (coefficient de corrélation de + 86 %), de même qu'avec le revenu moyen (coefficient de corrélation inverse de - 87 %).

La PPE est donc plus fréquente dans des départements à la population moins âgée, de vieille industrie ou semi-ruraux, où le niveau plus faible des rémunérations se traduit dans le tissu fiscal. Tandis que les contribuables de l'ensemble de la RIF, d'Alsace et des métropoles lyonnaise ou toulousaine sont moins nombreux à être éligibles à la prime.

## SYNTHESE

	ATOUTS	DIFFICULTES, FREINS
<b>Les actifs</b>	<b>23 000 actifs sur la zone pour une population totale de 52 000 habitants</b>	
	La population active augmente beaucoup plus rapidement que la population totale en 1990 et 1999 (+ 12 % contre + 9 %). Cette augmentation s'accélère depuis 1999.	Le taux d'activité des femmes est faible. Le différentiel avec les hommes est élevé, même s'il tend à diminuer.
<b>Demandeurs d'Emploi</b>	<b>4 112 DEE de Cat 1+2+3, 1650 DE de cat 1+6 et 1240 DE de cat 1 données au 31/12/2005</b>	
	Un indicateur de chômage faible par rapport à la Région	56% des chômeurs sont des femmes (51% en région)
	Moins de 50 ans et plus et de bénéficiaires de RMI qu'en Région (respectivement 9 et 7 % contre 12 et 11 % en Région)	Plus de jeunes au chômage qu'en Région (25% contre 23%)
	Plus de chômeurs indemnisés qu'en Région (67 % contre 61 %)	
	Les GFE du bâtiment gros œuvre, la production alimentaire et l'industrie ont des indicateurs de chômage faibles.	Les GFE de l'hôtellerie – tourisme et commerce – distribution et dans une moindre mesure le transport-logistique et le tertiaire de bureau ont des indicateurs de chômage forts.
	Les Familles Professionnelles de l'agriculture, de l'Industrie et du BTP ont des indicateurs de chômage faibles.	Les Familles Professionnelles Gestion-administration, commerce et services aux particuliers ont des indicateurs de chômage forts.
		Une certaine précarité des contrats de travail qui expliquent la majorité des motifs d'inscription à l'ANPE (45 % contre 39 % en Région). Les FAP les plus concernées sont celles de l'Industrie.
		Les 10 métiers les plus demandés par les demandeurs d'emploi concentrent 43 % des femmes contre 12 % des hommes.
<b>Les publics en insertion</b>		Problématique de maîtrise de la lecture surtout chez les garçons.
		Augmentation régulière des bénéficiaires du RMI
<b>Les secteurs professionnels</b>	<b>Les secteurs représentés sont :</b> <b>L'industrie à 38 % et le tertiaire à 37 %</b> <b>Le commerce à 14 % et la construction à 11 %</b>  <b>6 secteurs font 59 % de l'ensemble des actifs (source NES 36 INSEE 99) :</b> <b>Santé Action sociale, Industrie des équipements mécaniques, IAA, Agriculture, Construction et Commerce de gros</b> <b>80 % des établissements ont moins de 10 salariés (total 1128)</b>	
	Augmentation du secteur tertiaire de 98 à 2005 de + 46% et de la construction de + 41% Augmentation plus faible de l'Industrie de + 23% (alors qu'on enregistre une baisse au niveau régional)	Augmentation plus faible du commerce (+ 22%, pour + 27% sur l'ensemble de l'emploi marchand)
	Secteurs avec augmentation des salariés (données 2004/2003) : Santé – action sociale (+11 %), métallurgie et transformation des métaux (+ %) et HCR (+7%)	Secteurs avec diminution des salariés : Commerce de gros (- 6 %), Commerce et réparation automobile (- 2%), Industrie des équipements du foyer (- 17 %)
<b>Le contexte territorial</b>		Part des foyers non imposables supérieure de 4 points par rapport à la Région
		8 % de logement sociaux contre 14 % en Région
	Deux cantons ligériens qui se développent fortement....	Une diversité des modes de gardes trop limitée
<b>La formation</b>		Les deux cantons du Nord voient diminuer leurs actifs.
		Trois groupes de métiers (GFE) comptent 500 sortants de formation initiale sur un total de 600 (80 %) : para-médical, commerce-distribution et tertiaire de bureau. Par contre, très peu ou aucune formation en industrie et BTP.

## ENJEUX 2007

- ✓ Améliorer la sécurisation des parcours des Demandeurs d'Emploi et renforcer la coordination des pratiques entre les acteurs de l'insertion.
- ✓ Aider à la sécurisation des emplois et des compétences dans les entreprises.